

Observatoire de la prospective internationale de défense

Les relations Sud-Sud, une approche prospective possible ?

Par Matthieu Anquez, consultant CEIS

Note d'analyse n° 9 - Juillet 2014



Un projet réalisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS)

futuribles
Veille, prospective, stratégie


IRIS
INSTITUT DE RELATIONS
INTERNATIONALES
ET STRATÉGIQUES


CEIS

SOMMAIRE

Contenus généraux et méthodes employées dans les rapports	p. 5
• Centres d'intérêt principaux par pays	p. 7
• Méthodologie et prospective	p. 8
Typologie des relations Sud-Sud dans les documents recensés par l'Observatoire	p. 8
• Les coopérations bilatérales	p. 9
• La formation de groupes régionaux	p. 9
• Les coopérations informelles	p. 10
• Les rapports d'intérêt stratégique	p. 11
• Les rapports de rivalité et compétition	p. 12
Des coopérations Sud-Sud fondées sur des défis communs	p. 12
• Quelles coopérations ?	p. 12
• Pourquoi ces coopérations ?	p. 17
Des rapports Sud-Sud dissimulant mal des tensions, voire une profonde méfiance réciproque	p. 19
• Les rivalités entre pays hostiles	p. 20
• Les rivalités au sein de blocs constitués	p. 20
Conclusion	p. 22
• Points clefs des rapports étudiés	p. 22
• Éléments sous-estimés dans les rapports étudiés	p. 23
• Au-delà de cette note	p. 24
Bibliographie	p. 25

Résumé

Les relations qu'entretiennent entre eux les pays du Sud, et leurs évolutions futures possibles, seront structurantes pour la réflexion géopolitique et stratégique, notamment en France. L'évolution des rapports de puissance dans le monde, avec un relatif déclin de l'Occident au profit des pays qualifiés d'émergents, aura un effet déterminant sur les politiques occidentales. Les sept rapports de l'Observatoire de la prospective internationale de défense produits jusqu'ici comprennent de nombreux documents traitant des relations entre pays du Sud, mais leur contenu est très varié, qu'il s'agisse des sujets traités ou de la nature des relations Sud-Sud qu'ils mettent en exergue (coopération, compétition...).

Le pays qui a, de loin, le plus produit sur cette question est l'Inde. Les administrations et think-tanks ont parfois analysé les relations Sud-Sud sous l'angle de la coopération, mais aussi souvent selon une lecture privilégiant la concurrence, l'hostilité, voire la conflictualité. Il ressort toutefois que les études véritablement prospectives, utilisant une méthode rigoureuse et proposant des scénarios, sont rares.

Un effort de typologie est apparu nécessaire pour distinguer les différentes natures des relations entre pays du Sud. Cinq catégories ressortent :

- les coopérations bilatérales ;
- la formation de groupes régionaux, qu'ils soient thématiques ou généraux ;
- les coopérations informelles de type BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ;
- les rapports d'intérêt stratégique, c'est-à-dire le positionnement d'un pays du Sud vis-à-vis d'une région du Sud pour y défendre ses intérêts stratégiques, comme la relation Chine-Afrique ;
- les rapports de rivalité / compétition.

La note se poursuit par une analyse des coopérations Sud-Sud fondées sur des défis communs. Ces coopérations sont avant tout d'ordre politique et sécuritaire, mais ceci est normal compte tenu du périmètre d'intérêt de l'Observatoire, consacré avant tout aux questions de sécurité et de défense. D'autres coopérations sont toutefois étudiées, dans les domaines de l'économie, de l'énergie, des ressources ou encore du changement climatique. Les raisons de ces coopérations sont multiples : intérêts communs, gestion de la sécurité collective dans une zone, préservation face à des menaces extérieures, ou encore volonté de peser face à l'Occident.

Toutefois, de très nombreux documents étudiés révèlent que les relations Sud-Sud sont bien souvent marquées par des tensions, voire de profondes méfiances, y compris au sein de blocs constitués comme le Conseil de coopération du golfe (CCG) ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Cela peut s'expliquer par le fait que ces relations sont souvent déséquilibrées, qu'un pays, par son poids politique, économique ou démographique, suscite l'inquiétude des autres membres de l'organisation. C'est par exemple le cas de la Chine au sein de l'OCS ou de l'Arabie Saoudite dans le CCG.

Sans minimiser l'importance des relations Sud-Sud, il convient donc de relativiser la force des organisations constituées par ces États, ainsi que la menace future éventuelle qu'elles pourraient représenter. Néanmoins, une vigilance est nécessaire pour être en mesure d'anticiper tout élément qui pourrait modifier ce constat. ■

Les relations Sud-Sud et leurs évolutions possibles constituent un sujet d'importance pour les administrations et décideurs de pays comme la France. En effet, dans un contexte de déclin (relatif ?) de l'Occident et de montée en puissance des États émergents, la nature des relations entre pays du Sud sera structurante pour l'ensemble des réflexions stratégiques.

La première difficulté de cette note est d'ordre sémantique. Il s'agit en effet de définir le périmètre à prendre en compte pour sélectionner les documents qui serviront de base à la réflexion, en répondant à la question suivante : qu'est-ce que le Sud ?

Il n'existe aucune définition reconnue et acceptée par tous du Sud. Nous proposerons donc notre propre définition, qui servira de référence tout au long de la note.

L'une des définitions communément acceptées est formulée par opposition au Nord, entendu dans le sens de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Celle-ci regroupe l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada), les membres européens de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dont la Turquie, et / ou les membres de l'Union européenne (UE), ainsi que les pays de l'ex-URSS. Cette définition ne convient toutefois pas à l'esprit de cette note qui met en exergue le rôle joué par les États dits émergents (voire émergés) comme la Russie. Exclure la Russie du champ d'intervention reviendrait à ne pas pouvoir étudier l'Organisation de coopération de Shanghai, l'un des piliers des relations Sud-Sud.

Nous privilégierons donc une définition proche de celle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, fondée sur le revenu et la structure de l'économie, mais qui comporte aussi *in fine* un aspect politique. Ces deux organismes considèrent que le Nord regroupe l'ensemble des États à haut revenu et à économie avancée (part majoritaire du tertiaire, répartition moins inégalitaire des richesses...). Ce Nord comprend ainsi l'Amérique du Nord, les États européens de l'OTAN (sans la Turquie), les États de l'UE, Israël, le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il s'agit aussi des zones dont le modèle politique est celui de la démocratie représentative. Il s'agit en fait de la « sphère occidentale » étroitement liée, dans les questions de sécurité notamment, aux États-Unis.

Bien qu'imparfaite, cette définition du Sud par opposition au Nord permet d'inclure dans le champ d'étude l'ensemble des pays émergents, dont les plus importants d'entre eux, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Elle autorise aussi une analyse politique, consistant à savoir s'il y a, ou non, une velléité du Sud de s'affranchir, voire de renverser l'hégémonie occidentale en formant un groupe d'intérêt international qui serait en mesure de s'opposer aux Occidentaux, et même de redéfinir certaines normes du droit international.

L'objectif de cette note stratégique est d'évaluer la nature des relations entre pays du Sud au regard des travaux produits par les pays étudiés dans le cadre de l'Observatoire de la prospective internationale de défense, que ce soit en bilatéral ou dans le cadre de structures régionales ou internationales, afin d'estimer les forces et faiblesses de ces relations. Sont-elles fondées sur des intérêts communs ? Sont-elles animées par la confiance ou au contraire dissimulent-elles une profonde méfiance réciproque ? Le Sud peut-il être considéré comme un concurrent, voire une menace, pour la prospérité du Nord ? Quelle est la dimension prospective dans les différents documents retenus et quelles indications ceux-ci fournissent-ils sur l'avenir des relations Sud-Sud ?

Après avoir présenté brièvement les différents documents issus des sept rapports de l'Observatoire de la prospective internationale de défense disponibles à ce jour, et précisé les

différentes méthodes de prospective utilisées, nous nous attacherons à exposer une typologie simplifiée des relations qu'entretiennent les pays du Sud entre eux. Nous poursuivrons par une analyse des coopérations mises en place, avant tout pour faire face à des défis communs, puis nous tâcherons de voir dans quelle mesure ces rapports Sud-Sud dissimulent une certaine méfiance. Comme chaque note stratégique, celle-ci s'achèvera par une analyse critique et une ouverture.

Contenus généraux et méthodes employées dans les rapports

Les documents ont été sélectionnés dans les sept rapports selon deux critères : soit ils ne concernent que les pays du Sud ; soit ils portent explicitement sur une relation — positive ou négative — entre pays du Sud. Nous ne nous sommes cependant pas limités aux seuls documents émanant des pays du Sud étudiés dans l'Observatoire (Afrique du Sud, Brésil, Inde, Chine), certains acteurs et *think-tanks* du Nord ayant aussi traité de cette question. Au total, 24 documents ont été retenus (voir tableau 1 ci-dessous) — leurs références précises sont reprises dans la bibliographie en fin de note.

Tableau 1 — Principales caractéristiques des rapports

Titre du rapport / pays d'origine	Organisme	Horizon temporel	Champ géographique couvert
« What Future for BASIC? The Emerging Powers Dimension in the International Politics of Climate Change Negotiations » / Afrique du Sud	Institute for Global Dialogue (IGD)	–	Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine
<i>The African Union at Ten: Problems, Progress, and Prospects (International Colloquium Report, 30-31 August 2012, Berlin)</i> / Afrique du Sud	Centre for Conflict Resolution (CCR)	–	Afrique
<i>Examining Sino-Indian Maritime Competition</i> / Australie	Future Directions International	–	Inde, Chine, Asie-Pacifique
« Por uma Nova Ordem Energética Global? Potencialidades e Perspectivas da Quastao Energética entre os Países BRICS » / Brésil	Instituto de Relações Internacionais (IRI)	–	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
<i>Changes in the Neighborhood: Reviewing Citizen Security Cooperation in Latin America</i> / Brésil	Instituto Igarapé	–	Amérique latine et Caraïbes
« Les défis de la gouvernance mondiale et les stratégies chinoises » / Chine	Institute of World Economics and Politics, Chinese Academy of Social Sciences	–	Pays émergents, Asie-Pacifique
<i>La Stratégie mondiale de la diplomatie chinoise (2013-2023)</i> / Chine	Shanghai Institute for International Studies (SIIS)	2023	Chine, pays émergents, monde développé
<i>Prospects for Indian-Pakistani Cooperation in Afghanistan</i> / États-Unis	Center for Strategic and International Studies (CSIS)	–	Inde, Pakistan, Afghanistan
<i>Securing the Gulf: Key Threats and Options for Enhanced Cooperation</i> / États-Unis	CSIS	–	Golfe Persique

Titre du rapport / pays d'origine	Organisme	Horizon temporel	Champ géographique couvert
<i>Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013</i> / États-Unis	Brookings Institution	-	Afrique
<i>Thinking the Unthinkable: The Gulf States and the Prospect of a Nuclear Iran</i> / États-Unis	Brookings Institution	-	Golfe Persique
<i>China's Search for Security</i> / États-Unis	RAND Corporation	-	Asie, États-Unis
<i>Trans Himalayan Trade & Development 2020: Looking Beyond Nathu La. IPCS Task Force Report</i> / Inde	Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS)	2020	Asie du Sud, Chine
<i>Post-2014 Afghanistan and India's Options</i> / Inde	Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA)	Post-2014	Inde, Afghanistan
<i>China's Territorial Claim on Arunachal Pradesh: Alternative Scenarios 2032</i> / Inde	IDSA	2032	Inde, Chine
<i>India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades</i> / Inde	IDSA	2030	Inde, Asie du Sud
<i>Cooperative Security Framework for South Asia</i> / Inde	IDSA	-	Asie du Sud
<i>Grand Strategy for India: 2020 and Beyond</i> / Inde	IDSA	Post-2020	Inde
<i>Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf</i> / Inde	IPCS	-	Golfe Persique
<i>India-China Relations: A New Paradigm</i> / Inde	IDSA	-	Inde, Chine
<i>Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India</i> / Inde	Vivekananda International Foundation (VIF)	-	Asie-Pacifique, Inde
<i>India and Africa: Enhancing Mutual Engagement</i> / Inde	IDSA	-	Inde, Afrique
<i>The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism</i> / Inde	IDSA	-	Eurasie
<i>Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades</i> / Inde	IDSA	Post-2030	Inde, golfe Persique

Plusieurs éléments intéressants sont à relever, comme la répartition par pays (voir tableau 2 page ci-contre).

Le premier enseignement de cette répartition des documents par pays producteurs est la très forte prédominance de l'Inde, avec la moitié des études retenues. Ceci s'explique tout d'abord par le fait que l'Inde est un pays du Sud. Relativement isolée en Asie du Sud car entourée d'adversaires réels ou potentiels (Pakistan, Chine) ou de petits pays qui se méfient de ce géant (Népal, Sri Lanka...), l'Inde doit se positionner dans le monde aussi bien que dans son environnement régional, d'où une prolifération d'études portant sur les relations Sud-Sud, impliquant majoritairement l'Inde. New Delhi fut aussi, après l'indépendance de 1947, sous l'impulsion du Premier ministre Nehru, l'un des porte-parole principaux du Mouvement des non-alignés, qui se positionnait comme anticolonialiste (et donc « anti-Nord »). Les relations Sud-Sud ont naturellement été l'un des axes majeurs de la diplomatie in-

dienne et cet héritage explique probablement la sur-représentation de la production indienne.

Le deuxième enseignement est la bonne place qu'occupe la production américaine. Outre le fait que numériquement cette dernière est la plus importante dans les rapports de l'Observatoire, l'intérêt des États-Unis pour les rapports Sud-Sud pourrait traduire une certaine inquiétude ou anxiété face à un déclin possible de l'Occident et à la rivalité croissante de puissances émergentes qui pourraient être tentées de s'organiser entre elles pour concurrencer la puissance américaine. La production Sud-Sud américaine a donc pour objectif d'évaluer la réalité de la force de ces liens, probablement afin d'anticiper.

Pays	Nombre de documents	Part (%)
Afrique du Sud	2	8 %
Allemagne	0	–
Australie	1	4 %
Brésil	2	8 %
Canada	0	–
Chine	2	8 %
États-Unis	5	21 %
Inde	12	50 %
Royaume-Uni	0	–

Centres d'intérêt principaux par pays

Les différents pays ayant produit des rapports sur les relations Sud-Sud n'ont pas forcément les mêmes préoccupations.

► **L'Inde** s'intéresse essentiellement aux coopérations et aux relations avec ses voisins (Asie du Sud, Afghanistan, Chine), aux organisations internationales Sud-Sud (Organisation de coopération de Shanghai), à l'Afrique ainsi qu'au golfe Persique (deux rapports sur le sujet). Puissance démographique majeure à l'économie émergente, l'Inde a conscience que l'enjeu principal de son avenir est avant tout dicté par les relations qu'elle entretiendra à l'avenir avec ses voisins, avec lesquels elle est souvent en délicatesse. L'importance du golfe Persique est quant à elle liée à la dépendance énergétique indienne à l'égard de cette région, d'où les préoccupations relatives à son avenir et à sa stabilité.

► **Les États-Unis** se préoccupent eux aussi de l'avenir du golfe Persique, pour des raisons semblables à celles de l'Inde. Un autre sujet, les relations indo-pakistanaïses en Afghanistan, souligne les inquiétudes américaines concernant l'avenir de ce pays où ils ont été présents de 2001 à 2014. Enfin, deux documents s'intéressent à la Chine, portant sur le positionnement de Pékin en Afrique et sur la place de la Chine dans un monde changeant. Cet intérêt pour la Chine est logique, compte tenu de la concurrence actuelle et de la rivalité possible entre les deux États.

► **La Chine** s'intéresse, au travers de deux documents, à la place que le pays occupe dans le nouvel ordre international qui se met en place. Il faut certainement y voir les questionnements chinois sur les futures alliances et politiques que Pékin doit mettre en place pour préserver son émergence.

► **L'Afrique du Sud** a publié deux documents. L'un porte sur le positionnement des BRICS dans les négociations internationales sur le changement climatique, ce qui souligne sa volonté d'être intégrée dans le bloc des principaux pays émergents, malgré une population et une économie moindres que les quatre autres membres du bloc BRICS. Le second s'intéresse à l'Union africaine, principale organisation régionale du continent.

► **Le Brésil** a lui aussi produit deux documents : l'un sur les relations et la coordination entre les BRICS concernant les questions énergétiques ; l'autre sur la coopération en matière de sécurité en Amérique latine et dans les Caraïbes.

► Enfin, **l'Australie**, seul pays du Nord avec les États-Unis à avoir publié sur les rapports Sud-Sud, a porté son attention sur la concurrence navale sino-indienne. Il s'agit probablement ici, pour Canberra, d'évaluer l'environnement sécuritaire futur dans l'ensemble océan Pacifique / océan Indien, stratégique pour sa sécurité, afin de se positionner face aux deux géants asiatiques émergents.

Méthodologie et prospective

Parmi les 24 documents sélectionnés dans cette note stratégique, seuls quelques-uns ont une dimension proprement prospective :

- *China's Territorial Claim on Arunachal Pradesh: Alternative Scenarios 2032*, de l'IDSA (Inde) ;
- *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades*, de l'IDSA (Inde) ;
- *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond*, de l'IDSA (Inde) ;
- *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*, de l'IDSA (Inde) ;
- *Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades*, de l'IDSA (Inde).

Les autres documents, même lorsque leur titre évoque une démarche prospective comme *Trans Himalayan Trade & Development 2020: Looking Beyond Nathu La. IPCS Task Force Report*, de l'IPCS (Inde), se bornent à des analyses et des recommandations, mais pas à de la prospective utilisant une méthodologie définie ou une approche par scénarios.

Concernant la méthodologie proprement dite, l'un des seuls documents explicitant une méthode rigoureuse est *China's Territorial Claim on Arunachal Pradesh: Alternative Scenarios 2032* de l'IDSA (Inde). L'auteur de cette étude utilise la méthode des scénarios alternatifs (*alternative scenarios axis method*), qui repose sur l'identification de trois variables indépendantes mais interactives. Dans l'étude, il s'agit de la stabilité politique chinoise et du nationalisme ; du facteur tibétain ; et du développement intérieur de l'Arunachal Pradesh. L'impact plus ou moins fort de ces différents facteurs a servi pour élaborer des scénarios à un horizon temporel fixé à 2032.

L'autre document qui explicite la méthode utilisée est *Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades*, de l'IDSA (Inde). Il s'agit d'un travail collectif fondé sur des recherches et des entretiens menés par des experts, des universitaires et des personnalités issues de la région étudiée (ici le golfe Persique). Les chercheurs ont ensuite analysé les tendances émergentes dans ces pays au niveau politique, économique et sécuritaire, mais aussi celles de la région moyen-orientale (notamment en Turquie, en Égypte ou encore en Iran). Les tendances concernent cinq domaines : politique, sécurité, énergie, commerce, migrants. Trois scénarios ont ensuite été élaborés à un horizon 2030.

Typologie des relations Sud-Sud dans les documents recensés par l'Observatoire

L'étude de l'ensemble des rapports et documents sélectionnés nous permet de dresser une typologie des relations Sud-Sud. Il convient en effet de souligner que ces relations ne sont pas toutes de la même nature, ne procèdent pas de la même logique, ce qui tendra à montrer que la constitution d'un « bloc Sud » est tout sauf évidente.

Il est possible de dégager cinq grands types de relations Sud-sud : les coopérations bilatérales, les groupes régionaux, les coopérations informelles entre pays partageant des points communs, les rapports d'intérêt stratégique et les rapports de rivalité / compétition.

Les coopérations bilatérales

Les rapports de coopération entre deux États sont présents dans les documents recensés par l'Observatoire, même s'ils n'en constituent pas la majorité. Il est possible de classer comme traitant de cette catégorie les documents suivants :

- *Prospects for Indian-Pakistani Cooperation in Afghanistan*, document intéressant dans le sens où il examine les rapports positifs et constructifs que pourraient nouer les gouvernements indien et pakistanais dans la stabilisation de l'Afghanistan.
- *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond* qui, dans certaines parties, revient sur les relations futures entre l'Inde et le Pakistan, l'Afghanistan et la Russie.
- *India-China Relations: A New Paradigm*, qui estime que la montée en puissance des deux pays peut être un facteur d'apaisement, voire de stabilité.

Le nombre relativement peu élevé de rapports sur les coopérations bilatérales s'explique peut-être par le fait que, mis à part la relation Inde-Chine, peu de relations bilatérales Sud-Sud pèsent réellement sur la scène internationale.

La formation de groupes régionaux

Les documents traitant des questions de coopération régionale sont plus nombreux. Il est possible de les diviser en deux sous-catégories : les groupes régionaux thématiques et les groupes régionaux généralistes.

► Groupes régionaux thématiques

Il s'agit des regroupements régionaux qui s'effectuent sur un domaine particulier, comme la sécurité. Nous pouvons classer dans cette rubrique les études :

- *Trans Himalayan Trade & Development 2020: Looking Beyond Nathu La. IPCS Task Force Report*, dont l'objectif est de souligner la nécessité d'approfondir les liens commerciaux ; il est toutefois révélateur de tensions entre l'Inde et ses voisins.
- *Securing the Gulf: Key Threats and Options for Enhanced Cooperation*, qui traite du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ;
- *Thinking the Unthinkable: The Gulf States and the Prospect of a Nuclear Iran*, également sur le CCG et la menace d'un Iran doté de l'arme nucléaire.
- *Cooperative Security Framework for South Asia*, qui s'intéresse à la coopération en matière de sécurité (lutte contre le terrorisme, sécurité alimentaire et énergétique, assistance en cas de catastrophe naturelle...) entre les pays d'Asie du Sud appartenant à la South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC), qui regroupe l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka.
- *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond*, qui traite entre autres de la SAARC.
- *Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf*, qui comprend certains éléments sur le CCG qui cherche à se renforcer pour mieux faire face aux défis communs que constituent les révolutions arabes et l'Iran.

— *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India*, qui s'intéresse dans certaines parties à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

— *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*, qui traite de l'Organisation de coopération de Shanghai.

— *Changes in the Neighborhood: Reviewing Citizen Security Cooperation in Latin America*, qui analyse les coopérations sud-américaines dans le domaine de la sécurité.

On constate que les documents sur les coopérations régionales thématiques sont nombreux, ce qui tendrait à souligner le fait que la plupart des pays du Sud ne sont pas encore prêts à s'engager dans des coopérations plus larges et donc, peut-être, plus contraignantes.

Tableau 3 — Domaines de coopération des regroupements régionaux cités dans les documents répertoriés

Organisation	Domaine	Commentaire
Conseil de coopération du Golfe (CCG)	Sécurité	Vellités, toujours pas concrétisées, d'une intégration économique plus poussée
Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC)	Essentiellement sécurité	La SAARC dispose de quelques coopérations dans l'agriculture, la santé ou encore la science
Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	Essentiellement économique	Volet sécurité informel
Organisation de coopération de Shanghai (OCS)	Sécurité	
Groupes régionaux latino-américains (Communauté andine, Alliance bolivarienne pour les Amériques, Mercosur...)	Coopération politique essentiellement, volet économique pour le Mercosur	Les diverses organisations régionales cherchent à développer un agenda sécurité

► Les regroupements régionaux généraux

Cette catégorie s'intéresse aux formations de groupes régionaux qui vont au-delà d'un thème particulier. Un seul document peut être considéré comme en relevant : *The African Union at Ten: Problems, Progress, and Prospects*, qui plaide pour une renaissance africaine s'appuyant sur l'expérience de l'Union africaine.

Les coopérations informelles

Cette catégorie comprend les coopérations entre États qui ne sont fondées ni sur une base régionale ni sur un thème particulier, et qui ne disposent pas de structures permanentes au-delà d'éventuelles institutions embryonnaires. Les études et rapports qui traitent des BRICS font par exemple partie de cette catégorie. Il s'agit des documents suivants :

— « What Future for BASIC? The Emerging Powers Dimension in the International Politics of Climate Change Negotiations », qui traite du positionnement et de l'influence du groupe BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine) sur la question du réchauffement climatique.

— « Por uma Nova Ordem Energética Global? Potencialidades e Perspectivas da Quastao Energética entre os Países BRICS », qui porte cette fois sur les relations dans le domaine énergétique entre les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Ces coopérations informelles ont certains points communs : elles regroupent des pays grands émergents à forte croissance, remettant souvent en cause une certaine hégémonie occidentale. Cependant, les contours sont variables, comme en témoigne l'existence de trois acronymes différents : BRIC, BRICS, BASIC. Ceci n'est-il pas révélateur d'une certaine inconsistance de ces groupements ?

Le nombre peu élevé de documents traitant de ces coopérations, pourtant fréquemment cités dans les médias occidentaux, peut en effet paraître étonnant.

Les rapports d'intérêt stratégique

De nombreux documents s'intéressent aux rapports Sud-Sud sous l'angle d'un pays du Sud qui se positionne vis-à-vis d'une région du Sud pour y défendre ses intérêts stratégiques, politiques ou économiques. Les rapports relevant de cette catégorie sont les suivants :

— *Post-2014 Afghanistan and India's Options*, qui insiste sur la volonté de l'Inde de jouer un rôle plus actif et positif en Afghanistan, en partie pour y contrer le Pakistan.

— *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013*, qui se penche notamment sur la relation Chine-Afrique.

— *China's Search for Security*, qui estime que la Chine est un pays vulnérable entouré d'ennemis potentiels et de voisins puissants, qui doit donc entretenir des relations avec des États qualifiés de « voyous » (Corée du Nord, Iran, Soudan...).

— *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades*, qui évalue la situation géopolitique de l'Inde à l'horizon 2030 dans un contexte général de croissance de l'influence de la Chine en Asie du Sud.

— « Les défis de la gouvernance mondiale et les stratégies chinoises », article selon lequel dans cinq à dix ans, il y aura concurrence entre les différents modèles de gouvernance mondiale et la Chine aura un grand rôle à jouer.

— *Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf*, qui aborde notamment le positionnement futur de l'Inde dans le golfe Persique pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques.

— *La Stratégie mondiale de la diplomatie chinoise (2013-2023)*, qui formule des recommandations sur le positionnement futur de la Chine à l'égard des grandes puissances (dont celles émergentes), des pays voisins et des pays en développement.

— *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India*, qui évalue la situation en germe en Asie du Sud et les conséquences géopolitiques pour l'Inde.

— *India and Africa: Enhancing Mutual Engagement*, qui s'attache au partenariat indo-africain et aux intérêts que l'Inde doit défendre sur ce continent.

— *Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades*, qui propose, via une approche prospective, différents scénarios d'évolution du golfe Persique, et examine leurs impacts pour l'Inde, notamment dans le domaine de la sécurité énergétique.

Il s'agit de la catégorie qui regroupe le plus de rapports, ce qui tendrait à souligner l'importance de la défense des intérêts dans la réflexion des rapports Sud-Sud.

Les rapports de rivalité et compétition

Enfin, quelques documents analysent les relations Sud-Sud sous l'angle de la rivalité :

— *China's Territorial Claim on Arunachal Pradesh: Alternative Scenarios 2032* présente des scénarios concernant le futur du différend territorial entre l'Inde et la Chine dans la région de l'Arunachal Pradesh.

— *Examining Sino-Indian Maritime Competition* est quant à lui centré sur les rivalités maritimes et navales entre la Chine et l'Inde.

Les relations Sud-Sud procèdent donc de plusieurs logiques, allant de la coopération à la rivalité. Si les études portant sur le positionnement géopolitique en vue de défendre ses intérêts sont les plus nombreuses, celles qui s'intéressent aux regroupements régionaux arrivent en deuxième position. Ceci pourrait indiquer que les pays du Sud louvoient entre les coopérations régionales, perçues comme nécessaires, et la préservation des stricts intérêts nationaux.

Des coopérations Sud-Sud fondées sur des défis communs

Cette partie est consacrée à l'évaluation de la force des relations Sud-Sud, essentiellement par l'étude des coopérations bilatérales et multilatérales mises en place.

Quelles coopérations ?

La grande majorité des documents sélectionnés concerne les coopérations et relations dans le domaine de la sécurité, ce qui n'est pas étonnant compte tenu du périmètre d'étude de l'Observatoire.

► Les coopérations dans le domaine politique et celui de la sécurité

Les coopérations politiques, de sécurité et de défense sont largement représentées dans les documents issus des rapports de l'Observatoire.

• Dans le rapport n° 1 (janvier 2013), on retrouve dans cette catégorie *Prospects for Indian-Pakistani Cooperation in Afghanistan*, du CSIS (États-Unis), qui évalue les domaines de coopération possible entre les deux puissances ennemies, l'Inde et le Pakistan, en Afghanistan, pays pourtant connu comme l'un de leurs terrains d'affrontement. Le document insiste sur les motivations qui pourraient conduire Islamabad et New Delhi à coopérer : la sécurité, impossible à établir sans l'implication positive des deux États ; le développement de l'Afghanistan, lui aussi très difficile à atteindre ; les deux pays ont tous deux intérêt à coopérer. Il s'agit de lutter contre la contrebande, d'accéder au marché de l'Asie centrale (gaz notamment, l'Inde comme le Pakistan subissant un déficit énergétique) et d'éviter une guerre civile en Afghanistan, dommageable pour chacun d'eux. L'étude suggère une approche reposant sur le développement de projets conjoints dans des domaines comme la santé, l'éducation ou le développement rural ; par des contacts personnels (*people to people*), par le biais de la culture ou de rencontres interparlementaires, par le commerce, par la mise en place de mesures visant à rétablir la confiance. Cependant, le rapport ne cache pas que l'hostilité traditionnelle entre l'Inde et le Pakistan sera très complexe à surmonter.

L'étude *Post-2014 Afghanistan and India's Options*, de l'IDSA (Inde), est quant à elle orientée vers la coopération de l'Inde avec l'Afghanistan, où la première est appelée à jouer un rôle

clef, notamment en définissant des partenariats dans le domaine de la sécurité. Pour réussir, l'Inde doit fournir davantage de ressources à l'Afghanistan, au-delà d'une simple aide économique. Le rapport cache toutefois mal l'intention dissimulée de l'Inde : concurrencer le Pakistan, ce dernier ayant perdu prestige et crédibilité aux yeux de l'Afghanistan, tandis que l'Inde y jouit d'une image positive.

- Le deuxième rapport de l'Observatoire (avril 2013) ne compte pas moins de six documents traitant des coopérations politico-sécuritaires Sud-Sud. On trouve tout d'abord *Securing the Gulf: Key Threats and Options for Enhanced Cooperation*, du CSIS (États-Unis), qui traite largement de la nécessité des pays du Conseil de coopération du Golfe d'approfondir leur coopération et leur unité, sous la double menace des révolutions arabes (qui pourraient affecter leur modèle politique monarchique redistributeur) et de l'Iran. Selon l'étude, la sécurité du CCG dépend encore trop des alliés occidentaux, alors que celui-ci a le potentiel de devenir une structure de sécurité bien plus efficace. Les axes d'efforts envisagés sont l'amélioration de la planification et de la sécurité ; la coordination de la logistique, du soutien et de la préparation ; les exercices conjoints ; un système C4ISR (*Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance*) intégré ; l'amélioration de la coopération en matière de sécurité intérieure ; la mise en place d'une force de projection hors CCG.

Thinking the Unthinkable: The Gulf States and the Prospect of a Nuclear Iran, de la Brookings (États-Unis), se penche sur la manière dont les États du CCG pourraient se préparer dans la perspective de l'accès de l'Iran au nucléaire militaire, l'auteur estime que l'une des réponses possibles serait d'améliorer la coopération régionale en matière de sécurité entre les membres du CCG, mais aussi d'approfondir les liens avec des puissances d'Asie comme la Chine, afin de la détourner de l'Iran. Un rapprochement (discret) avec Israël est une autre piste de réflexion recommandée.

Le document *China's Search for Security*, de la RAND (États-Unis), analyse la posture chinoise, présentée comme vulnérable dans son voisinage, et estime que les liens de coopération entre Pékin et les « États voyous » (Corée du Nord, Iran, Soudan...) s'expliquent principalement par cette perception de vulnérabilité.

Le rapport indien *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades*, de l'IDSA (Inde), est l'un des plus denses en matière de sécurité. Il souligne un contexte régional marqué par la croissance de l'influence de la Chine en Asie du Sud, les défis qui en découlent pour l'Inde, mais aussi les moyens pour cette dernière d'inverser cette tendance. Il s'agit essentiellement de soutenir le renforcement des institutions démocratiques des pays d'Asie du Sud ainsi que la coopération régionale, y compris dans le domaine de la défense.

Cooperative Security Framework for South Asia, de l'IDSA (Inde), est un complément intéressant du document précédent. Il examine en effet les possibilités de coopération de sécurité en Asie du Sud. Le principal obstacle identifié est le différentiel de puissance économique et militaire entre l'Inde d'une part, et ses voisins d'autre part. Le cadre privilégié sera la SAARC, qui a déjà un agenda en matière de lutte contre le terrorisme, de sécurité alimentaire et énergétique, d'actions face aux catastrophes naturelles... Cependant, les progrès sont lents.

Dernier document du deuxième rapport traitant de la sécurité, *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond*, de l'IDSA (Inde), présente diverses alternatives à l'horizon 2050 pour l'environnement géostratégique de l'Inde. L'un des scénarios optimistes envisage un partenariat entre la Chine et l'Inde en Asie du Sud, avec un volet économique, aboutissant à

une diminution des tensions entre les deux pays. Les auteurs estiment que l'Inde devrait redynamiser la SAARC en en prenant la tête. Ils se penchent aussi sur l'avenir de la coopération, très importante au niveau militaire et des équipements, avec la Russie (d'ailleurs perçue comme sur le déclin). Ainsi, ce document insiste sur le fait que la montée en puissance de la Chine est aussi un motif d'inquiétude pour la Russie, ce qui favorise le rapprochement russo-indien. Les deux pays devraient ainsi coopérer au-delà des secteurs traditionnels que sont le nucléaire, la défense et l'espace, et inclure les secteurs des *high-tech*, de l'énergie, de l'éducation et des institutions.

- Le troisième rapport de l'Observatoire (juillet 2013) comprend trois documents qui sont en partie liés à des questions de coopération politique et de sécurité. L'unique document traitant de l'Union africaine, *The African Union at Ten: Problems, Progress, and Prospects*, du CCR (Afrique du Sud), estime qu'il est temps pour l'organisation de passer à une intégration plus poussée, en se reposant sur les intérêts partagés. Bien que l'Union africaine soit présentée comme une organisation intergouvernementale et non supranationale, elle a mis en place des structures intégrées comme la Commission, un Conseil de paix et de sécurité, ayant notamment mandat de protéger les droits des Africains. L'étude recommande la nomination d'un responsable de la politique étrangère, la coordination des positions dans les arènes internationales comme l'Organisation des Nations unies, et enfin de promouvoir des positions claires et coordonnées sur leurs objectifs économiques et politiques avec les acteurs extérieurs, et avant tout la Chine et les BRIC.

Un document chinois, l'article « Les défis de la gouvernance mondiale et les stratégies chinoises », évalue les évolutions de la puissance depuis la crise économique de 2008 (déclin relatif de l'Occident, montée de l'Asie-Pacifique...). Selon son auteur, les pays du bloc BRICS doivent davantage se coordonner pour défendre leur modèle de gouvernance mondiale.

Enfin, *Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf*, de l'IPCS (Inde), analyse les relations de sécurité entre les pays du CCG, qui doivent davantage prendre en main la responsabilité de leur défense, dans un contexte général de désengagement de l'Occident (selon l'auteur) du Moyen-Orient. Par ailleurs, la Chine et l'Inde tentent de renforcer leur présence dans le Golfe, et d'accroître leurs échanges économiques au-delà des hydrocarbures. Les pays du CCG auraient appelé à l'approfondissement de leurs liens avec ces deux pays, l'auteur indiquant qu'une architecture de dialogue sur la sécurité devrait être examinée.

- Le rapport n° 4 (octobre 2013) ne comprend qu'un seul document traitant des questions de sécurité : *India-China Relations: A New Paradigm*, de l'IDSA (Inde). Selon cette étude, la montée en puissance des deux pays pourrait être un facteur d'apaisement, voire de stabilité. Elle prend en exemple le fait que les tensions récurrentes bilatérales ne remettent pas fondamentalement en cause les acquis. Un lent réchauffement est tout à fait envisageable grâce à la mise en place progressive de mécanismes politiques et commerciaux. L'auteur cite même comme effet stabilisateur le développement du missile balistique indien « Agni V ». Faut-il y voir un bienfait de la dissuasion nucléaire dans des relations bilatérales ?

- Dans le rapport n° 5 (janvier 2014), le document chinois *La Stratégie mondiale de la diplomatie chinoise (2013-2023)*, du SIIS, évoque les coopérations de sécurité entre pays du Sud (BRICS, Turquie...) comme moyens de réformer les règlements internationaux, perçus comme des freins ou des obstacles à l'émergence géopolitique de la Chine (*cf. infra*). En outre, il traite des relations avec les pays en développement du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine dans des termes positifs, pour les aider à se faire entendre dans les arènes internationales et renforcer des liens amicaux avec eux.

• Quatre documents du rapport n° 6 (avril 2014) traitent, au moins partiellement, de ces questions de coopération sécuritaire, tous provenant d'Inde. *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India*, de la VIF, mentionne comme tendance stratégique majeure en Asie-Pacifique le fait que les pays de la région se méfient de la Chine et cherchent à mettre en œuvre des coopérations politiques, militaires et sécuritaires pour y faire face. L'ASEAN en serait une expression, même si la Chine tente de se rapprocher de cette association, avançant le volume attendu du commerce entre elle et les États de l'ASEAN à l'horizon 2020, qui s'établirait à 1 000 milliards dollars US. Un début de coordination de défense entre pays de l'ASEAN a été mis en place, l'ASEAN Defence Ministers' Meeting (ADMM), mais cet organe de concertation s'ouvre régulièrement à d'autres pays, dont la Chine, l'Inde, les États-Unis ou le Japon. Dans le cadre de sa « *Look East Policy* » depuis 1992, l'Inde développe ses relations de défense avec les États de la zone, mais en privilégiant une approche bilatérale, jugée plus efficace.

India and Africa: Enhancing Mutual Engagement, de l'IDSA, est un document particulièrement intéressant dans un contexte où la relation Chine-Afrique est souvent mise en exergue. New Delhi insiste, dans ses relations avec les pays africains, sur les racines historiques communes (peut-être pour se démarquer de Pékin) : passé de colonisé et nécessité du développement en enrayant des menaces communes comme la pauvreté, la faim et la maladie. Encore une fois pour se distinguer de la Chine, l'Inde développe des coopérations dans des domaines comme les ressources humaines, la construction institutionnelle, les sciences et technologies, l'agriculture, la sécurité alimentaire ou encore la santé, certainement perçues par les Africains comme moins agressives que la soif de ressources naturelles chinoise. Dans le domaine de la sécurité, l'Inde cherche à renforcer sa présence en Afrique en développant ses relations avec l'Afrique du Sud (et le Brésil) dans le cadre IBSA (Inde, Brésil, Afrique du Sud). Par ailleurs, l'Inde a noué des liens militaires bilatéraux avec des pays d'Afrique de l'Est et australe : formation académique pour les officiers du Mozambique, de la Tanzanie et des Seychelles ; exercices conjoints ; quelques ventes d'hélicoptères légers et de patrouilleurs. Dernier élément intéressant : le document évoque l'adoption, au sein de l'Union africaine, d'une politique commune africaine de défense et de sécurité, présentée comme une réponse collective face aux menaces intérieures et extérieures.

L'Organisation de coopération de Shanghai est le sujet du troisième document, *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*, de l'IDSA. Selon les auteurs, l'OCS est avant tout une organisation de sécurité (et, à terme, économique) et non un bloc militaire. Pour l'Inde, qui demande le statut de membre de plein droit et qui bénéficie du soutien de la Russie, l'OCS est une opportunité notamment dans le domaine de la sécurité : lutte contre le terrorisme et le narcotrafic. L'étude propose notamment des éléments de réflexion sur le futur de l'OCS. Il est peu probable que l'organisation devienne une alliance militaire, les géants qui en sont membres (Chine, Russie) ne poursuivant pas les mêmes objectifs. Le futur de l'OCS serait ainsi conditionné par la gestion de la concurrence entre ses membres ; la manière dont l'entité saura répondre aux nouvelles menaces ; l'élargissement à d'autres domaines de compétences, surtout dans l'énergie et les transports ; et la façon dont évoluera le mémorandum des obligations définissant les conditions d'adhésion.

Le dernier document du sixième rapport est *Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades*, de l'IDSA. Il rappelle que 70 % des approvisionnements en hydrocarbures de l'Inde proviennent du golfe Persique et que la zone abrite plus de six millions de ressortissants indiens. L'étude se concentre sur l'impact pour l'Inde de trois scénarios d'évolution du Golfe à l'horizon 2030. Le premier décrit un

équilibre précaire conditionné par les relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, dans lequel la Chine est devenue le premier partenaire économique régional, l'Inde n'ayant pas réussi à s'imposer comme interlocuteur privilégié. Le deuxième présente une région plus apaisée, avec une évolution des régimes vers des monarchies constitutionnelles, ce qui serait favorable aux intérêts indiens. Le dernier imagine une forte détérioration de la situation et une instabilité croissante, l'affolement des marchés poussant l'Inde et la Chine à tenter de réduire les tensions. On notera la quasi-absence des Occidentaux...

- Le dernier rapport de l'Observatoire (n° 7, juillet 2014) comprend un document intéressant sur les relations de sécurité Sud-Sud : *Changes in the Neighborhood: Reviewing Citizen Security Cooperation in Latin America*, de l'Instituto Igarapé (Brésil). Celui-ci constate une chute de l'assistance de l'Occident (et surtout des États-Unis) pour les questions de sécurité en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui inciterait plusieurs pays de la zone à définir des relations plus équilibrées et pragmatiques avec des pays comme la Russie et la Chine. Concernant les relations régionales, le document estime que les pays latino-américains doivent d'abord établir des coopérations minimum pour établir la confiance : transferts de ressources, d'équipements, de renseignement et d'expertise en bilatéral. Toutes les entités concernées doivent être impliquées : armées, mais aussi police, justice, administration pénitentiaire... Trop longtemps confinée à la lutte contre le trafic de drogue, la coopération régionale de sécurité doit s'étendre à d'autres domaines. Elle doit aussi se concentrer sur la « sécurité du citoyen », soit la réponse au trafic de drogue, aux gangs, à la contrebande d'armes, au trafic d'êtres humains et à la cybercriminalité. Toutefois, le rapport souligne la présence de nombreuses organisations sous-régionales, parfois concurrentes, qui pourraient constituer autant un atout qu'un obstacle à la coopération : la Communauté andine, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, le Mercosur ou l'Union des nations sud-américaines, qui ont toutes un agenda comprenant un volet sécurité.

► Les coopérations sur les problématiques économiques, énergétiques et de ressources

En nombre bien moins important (compte tenu du périmètre d'étude de l'Observatoire), les documents traitant de la coopération économique Sud-Sud ne sont pas pour autant absents.

Le document américain *Prospects for Indian-Pakistani Cooperation in Afghanistan* aborde ainsi les coopérations possibles (mais pas encore réalisées) entre l'Inde et le Pakistan en Afghanistan : microfinance, développement rural, accès aux marchés d'Asie centrale et surtout à son gaz (projet de gazoduc TAPI, Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde), accords de transit. La coopération économique est aussi présente dans *Trans Himalayan Trade & Development 2020: Looking Beyond Nathu La. IPCS Task Force Report*, qui propose une feuille de route en faveur du renforcement des accords économiques entre l'Inde, la Chine et les autres voisins de la zone comme la Birmanie et le Népal.

L'article brésilien « Por uma Nova Ordem Energética Global? Potencialidades e Perspectivas da Quastao Energética entre os Países BRICS » se penche sur l'état des relations entre les BRICS en matière d'énergie, ainsi que sur l'influence qu'ils pourraient exercer sur l'ordre énergétique mondial. Il s'agit pour ces pays de jouer un rôle plus important, jusque-là tenu par les pays développés et leurs fournisseurs d'hydrocarbures. Notons que la Russie est intégrée aux BRICS, alors qu'il s'agit d'un des principaux pays exportateurs... Le document conclut par le fait que le potentiel énergétique des BRICS et leurs liens diplomatiques pourraient leur permettre de former un nouveau pôle de puissance sur les marchés de l'énergie.

Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013 analyse la politique de la Chine en Afrique, notamment dans le domaine des ressources. L'étude, américaine, estime que la politique chinoise en Afrique ne répond pas réellement aux attentes des Africains (fournir plus de travail aux populations, des transferts de technologie, un soutien institutionnel ; favoriser le respect de l'environnement...). Pékin ne montrerait pas l'exemple tandis que la société civile se mobilise sur les questions environnementales. La Chine doit montrer qu'elle s'implique en Afrique dans le cadre d'un développement économique sur le long terme plutôt que suivant une logique assimilée à de la prédation.

Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf revient sur l'importance du golfe Persique pour les pays d'Asie, région devenue le centre de gravité de l'économie mondiale. Le document propose des synergies entre l'Inde et les pays du Golfe dans les domaines économique et énergétique, sans pour autant exposer d'éléments concrets.

L'étude *India and Africa: Enhancing Mutual Engagement* présente la politique africaine de l'Inde comme étant à l'opposé de la politique chinoise, orientée sur la coopération plutôt que sur la prédation. Elle rappelle que l'Afrique reçoit 12 % des investissements directs étrangers indiens et que le commerce bilatéral devrait atteindre 70 milliards de dollars US en 2015. Actuellement, 24 % des importations indiennes de pétrole brut viennent d'Afrique (Nigeria, Angola, Algérie, Guinée équatoriale, Égypte, Soudan). Enfin, l'auteur rappelle les relations privilégiées (remontant à la période coloniale puis à la lutte contre l'*apartheid*) entre l'Inde et l'Afrique du Sud, dont le commerce bilatéral a atteint six milliards de dollars US en 2010.

The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism revient sur le potentiel économique de l'OCS, présentant l'économie comme un domaine dans lequel l'organisation devrait élargir ses compétences. L'ensemble représente un marché de 1,5 milliard de personnes, pour un produit intérieur brut de 7 600 milliards de dollars US et un commerce intérieur de 90 milliards de dollars US. C'est surtout dans le secteur de l'énergie que l'avenir économique de l'OCS est prometteur.

► Les coopérations dans le domaine climatique

Les coopérations Sud-Sud dans le domaine du changement climatique n'intéressent qu'un seul document, l'article sud-africain « What Future for BASIC? The Emerging Powers Dimension in the International Politics of Climate Change Negotiations ». L'auteur y plaide pour une coordination accrue des pays du Sud, et d'abord du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Chine, pour définir une stratégie et disposer d'un pouvoir coercitif dans les négociations sur le climat. Si 10 rencontres entre les BASIC sur le climat ont eu lieu entre 2009 et 2012, l'étude rappelle cependant que ces pays ne forment qu'une association politique informelle qui dissimule mal un manque réel de coordination.

Pourquoi ces coopérations ?

Plusieurs éléments motivent les coopérations Sud-Sud.

► Les intérêts communs

La coopération est souvent motivée par l'existence ou la recherche d'intérêts communs dans un domaine particulier. Il peut s'agir de sécurité collective, comme en témoigne le nombre de documents dédiés aux relations de sécurité Sud-Sud qu'il serait fastidieux de rappeler ici. La recherche des équilibres régionaux et de la paix est une motivation qui a

présidé aux objectifs de la majorité des grandes organisations de sécurité collective, que ce soit en Europe (on pourrait même mentionner le « Concert européen » issu du congrès de Vienne, sorte de forum informel d'équilibre des puissances). Il est donc parfaitement normal que les pays du Sud s'organisent entre eux, leur intérêt commun étant la préservation de la stabilité et de la paix, nécessaire à leur développement économique. L'agenda sécurité de l'ASEAN, tel que présenté dans *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India*, est une illustration de cette volonté de sécurité collective, tout comme celui de l'Union africaine. De même, l'Organisation de coopération de Shanghai peut être en partie perçue comme un organe de sécurité collective, dans le sens où elle sert aussi à gérer les concurrences entre ses membres, avant tout la Russie et la Chine.

Les intérêts économiques sont aussi une motivation de premier ordre, comme le soulignent des documents tels que *Trans Himalayan Trade & Development 2020: Looking Beyond Nathu La*, *IPCS Task Force Report* ; *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013* ; *The African Union at Ten: Problems, Progress, and Prospects* ; ou encore *India and Africa: Enhancing Mutual Engagement*. Les pays du Sud s'organisent aussi comme l'ont fait ceux du Nord, en formant des communautés ayant, notamment, une portée économique comme l'Union africaine, l'ASEAN ou encore le Mercosur. La source d'inspiration, non citée dans les documents, est ici encore un modèle occidental : la construction européenne et le succès des communautés.

► La préservation face à des menaces extérieures

Outre la sécurité collective, qui s'oriente avant tout sur la gestion des tensions à l'intérieur d'une zone, les coopérations de sécurité visant à se préserver face à une menace extérieure constituent l'une des motivations principales des liens Sud-Sud. L'un des exemples les plus illustratifs est probablement le Conseil de coopération du Golfe, dont la formation elle-même a été motivée par la crainte de la contagion de la révolution islamique iranienne aux pays du Golfe et au monde arabe. Le CCG a toujours cette crainte à l'égard de la République islamique, comme le soulignent les rapports *Securing the Gulf: Key Threats and Options for Enhanced Cooperation* ; *Thinking the Unthinkable: The Gulf States and the Prospect of a Nuclear Iran* ; ou encore *Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf and Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades*. Ce qui est révélateur dans ces documents, c'est qu'une partie d'entre eux ne limitent pas les raisons de la coopération au sein du CCG à la menace iranienne, mais incluent aussi les risques de déstabilisation intérieure dans le sillage des révolutions arabes. L'ensemble des pétromonarchies du Golfe ont un intérêt commun à coordonner leurs efforts face à cette menace interne.

Dans une certaine mesure, les études *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013*, *The African Union at Ten: Problems, Progress, and Prospects* et *India and Africa: Enhancing Mutual Engagement* traitent des coopérations entre États africains et les grandes puissances émergentes que sont la Chine et l'Inde d'une part, et entre les pays africains entre eux d'autre part. Il en transparaît que la plupart des pays africains s'inquiètent des réelles motivations de la Chine surtout (et de l'Inde dans une moindre mesure) à leur égard, et perçoivent l'Union africaine comme l'un des leviers possibles pour faire face à des tentatives de prédation.

► La formation de groupes internationaux pour peser face à l'Occident

Dans un système international qui a été longtemps dominé par l'Occident, des États émergents tentent de mettre en place des coopérations Sud-Sud pour faire face à une hégémonie occidentale perçue comme déclinante.

Dans l'article sud-africain « What Future for BASIC? The Emerging Powers Dimension in the International Politics of Climate Change Negotiations », il est clair que l'objectif poursuivi par l'auteur est d'inciter les pays du groupe BASIC à coordonner leurs efforts pour exercer un pouvoir coercitif dans les négociations climatiques, essentiellement face à l'Occident. L'article chinois « Les défis de la gouvernance mondiale et les stratégies chinoises » estime qu'il y aura concurrence, dans cinq à dix ans, entre les pays développés d'une part, et les pays émergents (avant tout les BRICS) d'autre part, dans la définition du modèle de gouvernance mondiale. On est en présence ici d'une représentation d'une fracture nette entre les pays développés (l'Occident) et les autres pays. Cette représentation est aussi celle des BRICS comme *leaders* du monde émergent, peut-être perçu ici comme un monde anti-occidental.

Le document *Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf*, s'il ne concerne pas réellement la formation de coopérations face à l'Occident, estime que ce dernier, et notamment les États-Unis, est en déclin dans le golfe Persique, et que l'Inde et la Chine ont vocation à le remplacer. Ceci est révélateur de l'opinion que certains auteurs ont de l'évolution future des rapports de puissance, et donc de la « menace » que pourrait représenter à l'avenir l'Occident.

Selon un autre document chinois, *La Stratégie mondiale de la diplomatie chinoise (2013-2023)*, les États émergents doivent se coordonner pour réformer les normes et règlements internationaux, ces derniers ayant largement été créés et imposés par les Occidentaux à partir du XIX^e siècle, dans le droit maritime par exemple. Pour Pékin, il pourrait s'agir de dénoncer auprès des émergents des normes qui ne correspondent plus à l'évolution des rapports de puissance (mais dans un sens qui serait favorable à ses propres intérêts). Ce même rapport indique que la Chine doit renforcer sa coopération avec les pays en développement pour défendre leurs positions dans les enceintes internationales, ce qui ne peut être qu'une manière de viser indirectement l'attitude des Occidentaux à l'égard de ces pays.

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, l'étude consacrée à l'Organisation de coopération de Shanghai, *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*, ne comporte pas d'éléments indiquant que l'OCS est une organisation qui a été constituée face à l'Occident : celle-ci est davantage une entité de coopération de sécurité intérieure (face au terrorisme, aux trafics illégaux et aux séparatismes) et, comme on l'a vu ci-dessus, un organe de sécurité collective chargé de gérer les rivalités locales.

Des rapports Sud-Sud dissimulant mal des tensions, voire une profonde méfiance réciproque

L'élément probablement le plus marquant à la lecture des 24 documents ayant servi à produire cette note est que les rapports Sud-Sud, y compris lorsqu'ils sont présentés sous l'angle de la coopération, laissent très souvent transparaître les profondes rivalités, méfiances, voire inimitiés entre pays du Sud. En outre, la frontière entre velléité, tout du moins affichée, de coopérer et méfiance est souvent ténue. Ainsi, si l'on prend l'Inde et le Pakistan, une étude comme *Prospects for Indian-Pakistani Cooperation in Afghanistan* plaide en faveur d'une coopération positive et vertueuse entre les deux pays en Afghanistan ; mais le rapport *Post-2014 Afghanistan and India's Options* présente immédiatement le Pakistan comme un adversaire de l'Inde. Certes, le premier document est issu d'un institut américain et le deuxième d'un organisme indien, mais même le premier laisse entrevoir la profonde méfiance réciproque.

Les rivalités entre pays hostiles

Certains documents traitent des rapports Sud-Sud où la rivalité, et parfois l'hostilité, est clairement perceptible.

Ainsi l'hostilité Inde-Pakistan apparaît dans plusieurs rapports. C'est aisément explicable dans le sens où cette hostilité est un trait majeur des relations indo-pakistanaïses. Ainsi, *Post-2014 Afghanistan and India's Options* est explicite, le terrain d'affrontement entre les deux voisins étant l'Afghanistan, où l'Inde cherche à prouver qu'elle est un partenaire bien plus fiable que le Pakistan. Cette hostilité est aussi présente dans *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades*, dans *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond* et dans *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*.

Les relations Inde-Chine sont plus complexes. Là où le Pakistan est un ennemi historique mais moins puissant que l'Inde, la Chine représente à la fois une puissance démographique comparable, mais une économie et une défense supérieures. Plus qu'une hostilité, c'est une rivalité qui transparait dans la plupart des documents traitant des relations indo-chinoises, probablement parce que l'Inde se perçoit comme quasi-égale de la Chine. Cette rivalité est toutefois rarement explicite, mais sous-entendue dans les rapports.

Dans *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades*, l'auteur estime que la meilleure façon pour l'Inde de gérer la question chinoise est de se renforcer militairement et économiquement, deux secteurs où les Indiens se sentent en retard. La montée en puissance de la Chine en Asie du Sud est d'ailleurs mise en exergue, le défi principal de New Delhi étant de se positionner face à un Pékin plein d'assurance. Le rapport *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond* envisage un scénario à l'horizon 2050 où la Chine a accru son influence en Asie du Sud et où les rivalités sino-indiennes s'exacerbent. Là où l'étude *India-China Relations: A New Paradigm* est très mesurée, ce n'est pas le cas de *Examining Sino-Indian Maritime Competition*, qui décrit très clairement les deux pays comme concurrents en prenant l'exemple du domaine maritime et naval. De même, *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India* pose comme préalable que la Chine est une menace non seulement pour l'Inde, mais aussi pour les États membres de l'ASEAN. Dans *India and Africa: Enhancing Mutual Engagement*, le continent africain est perçu comme une terre de rivalité entre la Chine et l'Inde, cette dernière essayant de convaincre les pays africains qu'elle n'a pas une politique aussi agressive et prédatrice (ce qui cache peut-être aussi le fait que l'Inde dispose de moins de moyens financiers que la Chine).

Les relations relevant de l'hostilité ou de la rivalité entre pays sont toutefois limitées, dans les documents recensés par l'Observatoire, aux questions indo-pakistanaïses d'un côté, et indo-chinoises de l'autre. De fait, il est peut-être plus intéressant d'examiner les rivalités, parfois hostilités, qui transparaissent à la lecture de certains rapports au sein d'ensembles Sud-Sud constitués.

Les rivalités au sein de blocs constitués

La constitution de coopérations et de blocs entre pays du Sud est parfois perçue en Occident comme une menace potentielle, le Sud émergent s'organisant pour mieux combattre la prépondérance du Nord. À la lecture des documents, toutefois, un sentiment souvent ressenti est que ces coopérations et ensembles régionaux dissimulent d'après rivalités entre États membres.

Les divers documents traitant du golfe Persique et du CCG — et avant tout *Securing the Gulf: Key Threats and Options for Enhanced Cooperation* et *Thinking the Unthinkable: The Gulf States and the Prospect of a Nuclear Iran* — montrent les difficultés des différentes pétromonarchies arabes à se coordonner ou à coopérer. Cela illustre la méfiance existant entre les membres du CCG, ce dont témoigne d'ailleurs l'actualité, avec la rivalité entre l'Arabie Saoudite et le Qatar par exemple. La présence d'une menace commune extérieure (Iran) et intérieure (conséquences des révolutions arabes sur les populations) n'est ainsi pas suffisante, pas plus qu'une culture et une langue communes ou très proches.

Le constat est similaire à l'égard de l'ASEAN. Cette association est perçue par ses différents membres avant tout comme un forum pour gérer les rivalités internes, même si la préoccupation à l'égard de la montée en puissance de la Chine n'est pas absente des motivations des États membres. Le rapport *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India* montre que malgré les tentatives, il n'existe pas de réponse unifiée des pays membres, le Cambodge et le Laos étant davantage liés à la Chine que les autres pays. Les tensions entre membres existent d'ailleurs. Par exemple, malgré leur opposition aux prétentions chinoises en mer de Chine du Sud, le Viêt-nam et les Philippines s'opposent sur les limites de zones économiques exclusives (ZEE), ainsi que Brunei et la Malaisie. Les affrontements frontaliers entre la Thaïlande et le Cambodge durent depuis 2008. Cette atmosphère n'est pas propice à la confiance, mais plutôt aux rivalités.

Même constat pour les membres de la SAARC, surtout dû au déséquilibre entre l'Inde et ses voisins, qui craignent une hégémonie de New Delhi. C'est ce qu'illustrent par exemple les documents *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades* et *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond*. Les rivalités au sein de l'organisation sont très importantes, la méfiance à l'égard des prétentions indiennes mais aussi les litiges frontaliers ne sont pas propices à un approfondissement de la SAARC au-delà d'initiatives peu ambitieuses.

Enfin, l'exemple le plus illustratif est certainement l'Organisation de coopération de Shanghai, comme le montre l'étude *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*. Bien que le document présente l'OCS comme un organisme prometteur dans lequel l'Inde devrait s'intégrer davantage, il indique que l'OCS souffre de problèmes fondamentaux, et avant tout de la concurrence entre ses membres. Les États d'Asie centrale perçoivent ainsi l'OCS comme un organisme servant à réguler la concurrence entre la Chine et la Russie. Cette dernière souhaite accélérer les procédures d'adhésion de nouveaux membres, et avant tout de l'Inde, pour faire un contrepoids à la Chine, Pékin voulant en retour adopter un rythme lent et mesuré pour les élargissements. Tout cela illustre en tout cas qu'il y a probablement plus de rivalités entre membres que de motifs de convergence.

Ces relations tendues ont un point commun : le manque de confiance mutuelle. Ni une menace commune, ni une proximité culturelle, ni la volonté de concurrencer la prédominance occidentale ne semblent suffire pour que les pays du Sud forment entre eux des ensembles à même de rivaliser avec les organisations de même type en Occident, comme l'Union européenne ou l'OTAN.

Conclusion

Points clefs des rapports étudiés

Les principaux enseignements qui peuvent être tirés des documents et rapports étudiés sont les suivants.

► L'Inde est de loin le pays qui se préoccupe le plus de relations Sud-Sud, à la fois d'une manière positive (positionnement en Afrique, volonté de coordonner l'espace sud-asiatique...) et de manière négative (réagir face à la puissance chinoise). Contrairement au Brésil, à l'Afrique du Sud et à la Chine, les trois autres pays du champ de l'Observatoire appartenant à la sphère Sud qui ont peu produit sur ce sujet, l'Inde s'intéresse à son positionnement dans un espace asiatique en pleine mutation. Pour une Inde entourée d'ennemis, de puissances hostiles ou méfiantes, ces relations Sud-Sud sont un enjeu stratégique majeur. L'amélioration et l'approfondissement des relations de New Delhi avec des pays du Sud ou avec la Russie (qui fait partie du périmètre sud de cette note) sont pour l'Inde des objectifs de sécurité majeurs, avec la méfiance à l'égard de la Chine comme principale motivation. La Chine n'a produit que deux rapports traitant en partie des relations Sud-Sud, mais uniquement sous l'angle de la stratégie à mettre en place, non pour réfléchir à la nature de ces échanges.

► Le nombre peu élevé de rapports émanant du Brésil et de l'Afrique du Sud s'explique peut-être par un environnement sécuritaire et géopolitique plus apaisé. Le Brésil, géant de l'Amérique latine, ne craint pas réellement une forte concurrence de la part de ses voisins, dont aucun ne saurait aujourd'hui constituer une menace sérieuse. Il en va de même pour l'Afrique du Sud. Ces deux pays, qui multiplient pourtant les contacts et coopérations avec d'autres pays du Sud, ont certainement moins de complexes à entretenir des relations étroites avec les pays du Nord, alors que l'Inde n'a opéré que récemment un réajustement de sa position diplomatique, qui était prosoviétique pendant la guerre froide. Bien engagé, le rapprochement avec les États-Unis est ainsi relativement jeune.

► La diversité des relations Sud-Sud est un des éléments remarquables. Ces pays échangent dans le domaine politique, économique, sur le réchauffement climatique, l'énergie ou encore les transports. Mais ce sont surtout les questions de sécurité qui dominent les rapports Sud-Sud. Notons cependant que le périmètre de l'Observatoire étant essentiellement circonscrit à la sécurité et à la défense, ceci explique largement pourquoi il y a une sur-représentation des documents traitant de ce sujet dans les rapports trimestriels.

► Les relations Sud-Sud étudiées sont souvent des relations déséquilibrées. C'est visible pour l'Inde, par exemple, qui éprouve des difficultés à se positionner en Asie du Sud, ses voisins se méfiant de son poids démographique et économique. Il en va de même pour l'Afrique, les pays du continent étant circonspects quant à la position officielle presque philanthropique de la Chine ou de l'Inde à leur égard. Les suspicions, héritées de la période coloniale et renforcées par certains abus d'entreprises chinoises travaillant dans le secteur des ressources, ont fait naître un doute sur les réelles motivations de Pékin et New Delhi.

► Ces relations déséquilibrées, ainsi que les concurrences géopolitiques, font que les relations Sud-Sud sont imprégnées de méfiance. C'est probablement l'un des principaux enseignements de cette note stratégique, les Occidentaux ayant parfois l'impression d'un Sud émergent qui s'unit pour le concurrencer. Par exemple, certains médias et analystes occidentaux sont allés jusqu'à présenter l'Organisation de coopération de Shanghai

comme un « OTAN asiatique ». Or, même au sein de cette organisation dont le périmètre est bien moindre que celui de l'OTAN, les méfiances et concurrences sont très profondes. La Russie a tout autant intérêt à nouer des relations étroites avec la Chine qu'à s'en méfier, compte tenu du déséquilibre économique et démographique entre les deux pays. L'étude indienne *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism* illustre parfaitement les méfiances au sein de l'OCS. Cette méfiance réciproque est un élément qui distingue les coopérations Sud-Sud des coopérations Nord-Nord. Certes, il y a des rivalités et des déséquilibres au sein de l'OTAN (poids des États-Unis, relations Grèce-Turquie) ou de l'Union européenne (clivage Europe du Nord / Europe du Sud, entre membres de la zone euro et ceux qui n'y appartiennent pas...), mais elles semblent maîtrisées dans un intérêt commun supérieur. C'est certainement ce qui manque le plus aux pays du Sud pour former des groupes régionaux efficaces.

► De plus, beaucoup d'organisations de coopération Sud-Sud demeurent modestes et peu ambitieuses (malgré les déclarations officielles). Elles sont toutes de nature intergouvernementale, sans délégation de souveraineté dans quelque domaine que ce soit, et encore moins dans celui de la sécurité. C'est un des points essentiels qui marque la différence avec des organisations Nord-Nord comme l'OTAN et l'Union européenne, bien que les délégations de souveraineté soient encore limitées à des domaines bien précis. Les pays du Sud, qui sont souvent d'anciennes colonies ou qui ont le sentiment d'avoir été humiliés par l'Occident, sont encore très sensibles à l'exercice de leur pleine souveraineté, le tout dans un contexte où le nationalisme progresse (Chine, Inde, Viêt-nam...). Le fait de n'envisager aucune délégation de souveraineté est un véritable obstacle à la formation d'organisations Sud-Sud.

► Enfin, la montée en puissance de la Chine est présente au premier plan ou de manière plus subtile dans plusieurs rapports. Cette montée en puissance paraît davantage inquiéter que rassurer, du point de vue de l'Inde, bien entendu, mais aussi de la Russie, des pays d'Asie du Sud-Est ou encore des États africains.

Éléments sous-estimés dans les rapports étudiés

Cette note d'analyse permet de mettre en lumière certains aspects négligés ou sous-estimés dans l'ensemble des rapports étudiés.

► La quasi-absence de réelle prospective sur les relations Sud-Sud est le principal élément manquant ou insuffisant dans les documents traitant du sujet dans les rapports de l'Observatoire. Seuls cinq documents indiens (voir la première partie « Contenus généraux et méthodes employées dans les rapports ») utilisent une méthode prospective avec scénarios. C'est peu pour 24 documents sélectionnés.

Il y a plusieurs explications possibles. L'Inde, qui a certainement hérité des méthodes anglo-saxonnes de prospective, a engagé une véritable réflexion stratégique sur sa place en Asie et dans le monde. Cette réflexion s'appuie entre autres sur l'outil de la prospective. Il est toujours important de rappeler que l'avenir peut être une source d'angoisse pour un tel pays qui est le témoin privilégié de la montée en puissance de la Chine, et qui s'interroge donc sur son futur et sur l'évolution des rapports de puissance régionaux. Cette « angoisse » ne semble pas partagée par le Brésil et l'Afrique du Sud, qui jouissent tous deux d'une position géopolitique beaucoup plus favorable, étant les principales puissances économiques et militaires de leur zone respective. Peut-être aussi certains considèrent-ils que le futur des relations Sud-Sud n'est pas un sujet qui mérite une réflexion prospective.

On le regrette, car sans cet effort de projection dans l'avenir, il est difficile pour les pays du Sud de se préparer à ce qui pourrait advenir, d'évaluer les avantages à s'unir par rapport aux désavantages que représenteraient, par exemple, des délégations de souveraineté.

► On regrettera également le fait que, dans leur ensemble, les documents étudiés ne remettent pas en cause la nature des relations internationales. Si certains notent un déclin relatif de l'Occident et soulignent la montée en puissance de l'Asie, aucun ne se hasarde à considérer un changement de paradigme, pourtant possible et qui serait plus adapté aux relations Sud-Sud (en concurrence / opposition avec l'Occident). Peut-être cela s'explique-t-il par une certaine réticence ou une prudence excessive à imaginer un monde nouveau où le Sud, ou tout du moins une partie du Sud, parviendrait à s'organiser pour peser réellement face à un Occident affaibli par la crise économique et budgétaire. La réalité des rapports Sud-Sud est, on l'a souligné à de multiples reprises, encore trop empreinte de méfiances et suspensions réciproques. L'impression générale laisse parfois un sentiment de fatalisme concernant l'avenir des relations Sud-Sud, aucun rapport ne présentant de point de vue réellement optimiste. Même celui portant sur l'Organisation de coopération de Shanghai laisse l'impression que les États membres eux-mêmes ne croient pas réellement à la force future de cette entité.

Au-delà de cette note

Une réflexion pourrait être engagée sur les points suivants :

► Les outils de surveillance des relations Sud-Sud disponibles au ministère français de la Défense pourraient être optimisés. Ainsi, l'outil dédié à la surveillance des relations Sud-Sud (le portail Osiris) se limite-t-il, à la demande du ministère, aux relations bilatérales entre pays du Sud, ainsi qu'entre les pays du Sud et les États de la *Letter of Intent*, LoI (France, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie, Suède). Il pourrait être intéressant d'élargir aux relations des pays du Sud avec tous les pays du Nord, pour pouvoir évaluer les tendances et les politiques, envers le Sud, de pays comme les États-Unis, mais aussi de l'approfondir en prenant en compte les relations Sud-Sud multilatérales. Cela permettrait de surveiller les organisations internationales Sud-Sud comme l'OCS, l'ASEAN, et les décisions prises lors des sommets des BRICS par exemple. Une réflexion des organes de l'État traitant du sujet pourrait être engagée.

► Des études comprenant une méthodologie d'évaluation des forces et des faiblesses, ainsi que des trajectoires d'évolution possible des grandes organisations Sud-Sud orientées sur les questions de sécurité et de défense pourraient se révéler utiles. Il s'agirait *in fine* d'évaluer en quoi celles-ci pourraient concurrencer l'Occident, voire menacer les intérêts de la France et de ses alliés. D'une manière plus positive, il pourrait aussi être intéressant d'évaluer si de telles organisations pourraient faire émerger des opportunités de coopération, plutôt que des menaces.

► Un autre élément à suivre avec attention concerne les efforts de certains pays du Sud à vouloir fédérer d'autres pays du Sud face à l'Occident pour modifier les normes internationales, parfois en utilisant une rhétorique fondée sur la solidarité entre pays du Sud. L'objectif est ici d'imposer de nouvelles normes qui remplaceraient celles issues d'un passé marqué par la domination occidentale. L'activisme de la Chine dans le droit maritime en est un exemple. ■

Bibliographie

AGBOR Julius *et alii*, *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2013*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Africa Growth Initiative at Brookings), janvier 2013, 34 p. URL : http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/01/foresight-africa/foresight-africa_2013.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

ANAND Vinod, *Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India*, New Delhi : Vivekananda International Foundation (VIF), *Occasional Paper*, février 2014, 23 p. URL : <http://www.vifindia.org/sites/default/files/Strategic Trends in Asia-Pacific and its Implications for India.pdf>. Consulté le 22 juillet 2014

BERI Ruchita (sous la direction de), *India and Africa: Enhancing Mutual Engagement*, New Delhi : Institute for Defense Studies and Analyses (IDSA) / Pentagon Press, 2014, 187 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/Book_IndiandAfrica_RuchitBeri.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

CHINA RESEARCH PROGRAMME (IPCS), *Trans Himalayan Trade & Development 2020: Looking Beyond Nathu La. IPCS Task Force Report*, New Delhi : Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS), juillet 2012, 8 p. URL : <http://www.ipcs.org/1207-ChinaTaskForce3.pdf>. Consulté le 22 juillet 2014

CORDESMAN Anthony H. et BURKE Arleigh A., *Securing the Gulf: Key Threats and Options for Enhanced Cooperation*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), Burke Chair in Strategy, 19 février 2013, 87 p. URL : http://csis.org/files/publication/130219_Securing_the_Gulf.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

DAHIYA Rumel (sous la direction de), *Developments in the Gulf Region: Prospects and Challenges for India in the Next Two Decades*, New Delhi : IDSA (Institute for Defence Studies and Analyses), 2014, 210 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/book_gulfregion.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

DAHIYA Rumel et BEHURIA Ashok K. (sous la direction de), *India's Neighbourhood: Challenges in the Next Two Decades*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), 2012, 256 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/book_IndiaNeighbourhood.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

DAS Rup Narayan, *India-China Relations: A New Paradigm*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Monograph Series* n° 19, mai 2013, 122 p. URL : <http://www.idsa.in/system/files/Monograph19.pdf>. Consulté le 22 juillet 2014

GOMEZ José María, CHAMON Paulo Henrique et LIMA Sérgio Britto, « Por uma Nova Ordem Energética Global? Potencialidades e Perspectivas da Quastao Energética entre os Países BRICS », *Contexto Internacional*, vol. 34, n° 2, juillet-décembre 2012, p. 531-396, IRI (Instituto de Relações Internacionais, Rio de Janeiro). URL : <http://contextointernacional.iri.puc-rio.br/media/6artigo342.pdf>. Consulté le 22 juillet 2014

GOSWAMI Namrata, *China's Territorial Claim on Arunachal Pradesh: Alternative Scenarios 2032*, New Delhi : Institute for Defence Studies & Analyses (IDSA), *Occasional Paper* n° 29, novembre 2012, 49 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/OP_ChinaTerritorialClaim_0.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

GRUPE DE RECHERCHE SUR LA STRATÉGIE MONDIALE DE LA CHINE, 中国外交的全球战略 (2013-2023) [*La Stratégie mondiale de la diplomatie chinoise (2013-2023)*], Shanghai : Shanghai Institutes for International Studies (SIIS), septembre 2013, 25 p. URL : <http://www.siis.org.cn/uploadfile/2013/1108/20131108095514968.pdf>. Consulté le 22 juillet 2014

GUPTA Amb Ranjit, *Indian Perspectives: A New Security Architecture for the Gulf*, New Delhi : Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS), *Issue Brief* n° 218, mai 2013, 8 p. URL : http://www.ipcs.org/pdf_file/issue/IB218-RanjitGupta-WestAsia.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

GUPTA Arvind, BEHURIA Ashok, CHANDRA Vishal et PATTANAIK Smruti, *Post-2014 Afghanistan and India's Options*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *Policy Brief*, juillet 2012, 7 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/PB_Post2014AfghanistanandIndiaOption_180712.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

HAMEED Sadika, *Prospects for Indian-Pakistani Cooperation in Afghanistan*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), rapport du *CSIS Program on Crisis, Conflict and Cooperation*, août 2012, 52 p. URL : http://csis.org/files/publication/120823_HameedProspectsIndianPakistan_Web.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

HE Fen, FENG Weijiang et XU Jin, « 全球治理机制面临的挑战及中国的对策[Les défis de la gouvernance mondiale et les stratégies chinoises] », *World Economics and Politics*, n° 4, avril 2013, p. 19-40, Institute of World Economics and Politics, Chinese Academy of Social Sciences (Pékin). URL : http://ejournal.iwep.org.cn/home/download/220.htm?label=pdf_file. Consulté le 22 juillet 2014

HUGHES Lindsay, *Examining Sino-Indian Maritime Competition*, Perth : Future Directions International, *Strategic Analysis Paper*, décembre 2013-février 2014, 60 p. (au total). URL : http://www.futuredirections.org.au/files/sap/FDI_Strategic_Analysis_Paper_-_09_December_2013.pdf (seul le lien de la partie 1 est mentionné, voir directement sur le site <http://www.futuredirections.org.au> pour les quatre autres parties). Consulté le 22 juillet 2014

KRISHNAPPA Venkatshamy et GEORGE Princy (sous la direction de), *Grand Strategy for India: 2020 and Beyond*, New Delhi : Pentagon Security International / IDSA (Institute for Defence Studies and Analysis), 2012, 352 p. URL : http://www.idsa.in/system/files/book_GrantStrategyIndia.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

MALONEY Suzanne, *Thinking the Unthinkable: The Gulf States and the Prospect of a Nuclear Iran*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Saban Center at Brookings), *Middle East Memo* n° 27, janvier 2013, 25 p. URL : http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2013/1/25_iran_maloney/0125_iran_maloney.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

MASTERS Lesley, « What Future for BASIC? The Emerging Powers Dimension in the International Politics of Climate Change Negotiations », *Global Insight (Policy Brief)*, n° 95, mars 2012, 5 p., IGD (Institute for Global Dialogue, Pretoria). URL : <http://igd.org.za/publications/global-insight/finish/3-global-insight/201-policy-brief-what-future-for-basicthe-emerging-powers-dimension-in-the-international-politics-of-climate-change-negotiations>. Consulté le 22 juillet 2014

MUGGAH Robert et SZABO DE CARVALHO Ilona, *Changes in the Neighborhood: Reviewing Citizen Security Cooperation in Latin America*, Rio de Janeiro : Instituto Igarapé, *Strategic Paper* n° 7, mars 2014, 63 p. URL : http://igarape.org.br/wp-content/uploads/2014/03/AE-07-Changes-in-the-Neighborhood_10th_march.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

NATHAN Andrew J. et SCOBELL Andrew, *China's Search for Security*, New York : Columbia University Press (rapport de la RAND Corporation), novembre 2012, 432 p. URL : http://www.rand.org/pubs/commercial_books/CB531.html. Consulté le 22 juillet 2014

NAYAK Nihar (sous la direction de), *Cooperative Security Framework for South Asia*, New Delhi : Institute for Defense Studies and Analysis (IDSA), 2013, 281 p. URL : <http://www.idsa.in/book/CooperativeSecurityFrameworkforSouthAsia.html>. Consulté le 22 juillet 2014

PATERSON Mark (rapporteur), *The African Union at Ten: Problems, Progress, and Prospects (International Colloquium Report, 30-31 August 2012, Berlin)*, Le Cap : Centre for Conflict Resolution (CCR), mai 2013, 54 p. URL : http://www.ccr.org.za/images/pdfs/vol41_au_at_ten_6may2013.pdf. Consulté le 22 juillet 2014

SINGH ROY Meena, *The Shanghai Cooperation Organisation: India Seeking New Role in the Eurasian Regional Mechanism*, New Delhi : Institute for Defense Studies and Analyses (IDSA), *Monograph Series* n° 34, février 2014, 118 p. URL : <http://www.idsa.in/system/files/monograph34.pdf>. Consulté le 22 juillet 2014 ■

Pourquoi un Observatoire de la prospective internationale de défense ?

À l'image des rapports de prospective géostratégique et géopolitique réalisés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) au cours des dernières années, nombre de ministères de la Défense étrangers élaborent et publient des analyses de référence à caractère prospectif et géostratégique. Concentrées jusqu'à présent dans les pays anglo-saxons, ces approches ont connu un relatif essor au cours des dernières années au sein d'autres pays occidentaux et émergents.

Au-delà de cette approche institutionnelle, les acteurs privés (instituts de recherche) et publics (universités, etc.) produisent régulièrement, par eux-mêmes, un corpus de travaux prospectifs intéressant directement ou indirectement la défense. Ils représentent une source ouverte d'information dense et de qualité, dont les points de convergence avec les travaux institutionnels peuvent être par ailleurs importants.

Pour identifier ces travaux, la DAS a créé un observatoire en charge du suivi des études internationales de nature prospective intéressant la défense à un horizon de 10 à 30 ans. Cet observatoire donne lieu à une veille sur les travaux de prospective issus de neuf pays (Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Royaume-Uni). Des rapports trimestriels rendent compte des principaux documents identifiés ; certains d'entre eux font l'objet d'une analyse plus approfondie. Six notes d'analyse thématiques annuelles complètent les travaux de l'observatoire.

La création et les activités de cet observatoire ont été confiées à un consortium réunissant la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Futuribles.

Qu'est-ce que la prospective ?

Démarche d'anticipation, la prospective n'a pas pour autant comme ambition de prédire l'avenir. Elle se fixe en revanche comme objectif d'étudier avec rigueur les futurs possibles en germe dans la situation actuelle. Cette prospective dite exploratoire est le plus souvent développée comme instrument d'aide à la décision.

Le terme « prospective » peut recouvrir différentes pratiques qui vont de l'exploration se voulant la plus objective possible des futurs envisageables, à l'expression de visions plus ou moins structurées et argumentées. Quelle que soit leur méthodologie, les démarches prospectives dont il est rendu compte dans le cadre de cet observatoire ont pour ambition de servir ou d'orienter les politiques publiques des États, ou les stratégies des acteurs non étatiques.

Les notes d'analyse de l'Observatoire de de la prospective internationale de défense sont publiées par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

Comité de rédaction : Matthieu Anquez (CEIS), Robert Chaouad (IRIS), François de Jouvenel (Futuribles) et Jean-Pierre Maulny (IRIS)

Conception graphique et secrétariat de rédaction : Stéphanie Debruyne (Futuribles)

© DAS, 2014 - Publié le 25 juillet 2014

Informations - contact : Nicolas Bronard, DAS, ministère français de la Défense
E-mail nicolas.bronard@defense.gouv.fr